



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Pilotage et de
l'Animation Interministérielle
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° 64/2024/ENV du

26 JUL. 2024

mettant M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, en demeure de remédier dans le délai de deux mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL sis à Xertigny (88220), au lieudit « Le Frais Baril » et à Hadol (88220), au lieudit « Ferme de Frabary ».

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de la préfète des Vosges – Mme MICHEL-MOREAUX (Valérie) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1369/84 du 9 juillet 1984 délivré au titre de la législation sur les installations classées, concernant l'établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL sis à Xertigny (88220), au lieudit « Le Frais Baril » et à Hadol (88220), au lieudit « Ferme de Frabary » ;
- Vu le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juillet 2024 de l'inspection des installations classées, concernant l'établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL exploité par M. Mickaël RECCHIONE à Xertigny (88220), au lieudit « Le Frais Baril » et à Hadol (88220), au lieudit « Ferme de Frabary » ;
- Vu l'absence d'observations de M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, sur le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juillet 2024 susvisés ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 4 juillet 2024 que M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, n'exploitait pas son établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables et fixées par l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié susvisé et l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1984 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 4 juillet 2024 que M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, n'exploitait pas son établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL dans le respect des prescriptions réglementaires fixées d'une part par les articles 7 (Règles d'aménagement), 8 (Règles d'aménagement) et 21 (Autosurveillance) de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié susvisé, d'autre part par les articles 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1984 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées propose que M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, soit mis en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de

remédier dans le délai de deux mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL sis à Xertigny (88220), au lieudit « Le Frais Baril » et à Hadol (88220), au lieudit « Ferme de Frabary » ;

Considérant que M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, doit remédier dans des délais déterminés aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées constatées sur place le 4 juillet 2024 par l'inspection des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement stipulent que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Considérant dans ces conditions qu'il convient de mettre M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, en demeure par la voie d'un arrêté préfectoral, de remédier dans le délai de deux mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL sis à Xertigny (88220), au lieudit « Le Frais Baril » et à Hadol (88220), au lieudit « Ferme de Frabary » ;

Considérant que sont réunies les conditions légales de prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} – M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel dont l'adresse est Etablissement PISCICULTURE DU FRAIS BARIL – 1945, Rue Jules Bougel – Xertigny (88220), est mis en demeure, pour son établissement d'élevage de salmonidés PISCICULTURE DU FRAIS BARIL sis à Xertigny (88220), au lieudit « Le Frais Baril » et à Hadol (88220), au lieudit « Ferme de Frabary », de respecter dans le délai déterminé ci-après d'une part les articles 7 (Règles d'aménagement), 8 (Règles d'aménagement) et 21 (Autosurveillance) de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié susvisé, d'autre part les articles 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1984 susvisé.

Pour ce faire, il devra, **dans le délai de deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- réaliser l'entretien réglementaire des ouvrages,
- proposer un plan d'action de travaux,
- réaliser le suivi des débits utilisés,
- réaliser les relevés mensuels et annuels des prélèvements d'eau et le relevé d'index du compteur,
- entretenir et remplacer les moyens de mesure au besoin,
- mettre en place un registre d'élevage complet,
- mettre à jour l'ensemble des plans du site incluant les points réglementaires,
- mettre en place un programme de surveillance des rejets et une méthode d'estimation du débit dérivé,
- déclarer le changement d'exploitant,
- procéder à l'affichage réglementaire.

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Mickaël RECCHIONE, entrepreneur individuel, et dont une copie sera adressée pour information aux maires de Xertigny et d'Hadol.

Fait à Epinal, le

26 JUIL. 2024

26 JUIL. 2024

La Préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification.